

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTES DU MAIRE**  
**Réglementation de la circulation et du stationnement****Avenue Auguste Rouzaud, n°6****Entreprise TOUS TOITS****Le Maire de Royat,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5,

**VU** le Code de la Route, et notamment les articles L.325-1 et R.417-10, II (10°),

**VU** le Code Pénal, et notamment l'article R.610-5,

**VU** l'arrêté ministériel du 26 mars 1985 relatif à l'homologation des feux temporaires mobiles de circulation temporaires,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992-modifié,

**Vu** la DM 2024-181 du 09 décembre 2024,

**VU** la demande d'arrêté, présentée le 08 août 2025, de l'entreprise TOUS TOITS (35 rue Alexandre Varenne 63110 Beaumont) par laquelle elle sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public au droit du n°6 avenue Auguste Rouzaud pour le stationnement de véhicules utilitaires dans le cadre d'un chantier de rénovation de toiture à compter du 11 août 2025.

**ARRÊTE**

**Article 1 :** A compter du 11 août 2025 jusqu'au 03 octobre 2025, l'entreprise TOUS TOITS est autorisée, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public, au droit du n°6 avenue Auguste Rouzaud, pour le stationnement de véhicules utilitaires nécessaires à un chantier de rénovation de toiture.

**Article 2 :** Afin de permettre l'intervention ci-dessus désignée et d'assurer la sécurité :

**2-1°/ Prescriptions :**

- Piétons interdits dans l'emprise des opérations de manutention ;
- Arrêt et Stationnement interdits au droit du n°6 avenue Auguste Rouzaud sur l'équivalent de 4 emplacements ;
- Pose de panneaux type B6A1, avec le présent arrêté affiché 96 heures avant le début du déménagement ;
- Pré signalisation et signalisation du chantier de jour comme de nuit.

**2-2°/ Déviation de la circulation des piétons**

L'entreprise pétitionnaire installera une signalétique indiquant aux piétons de passer en face.

**Article 3 : Occupation du domaine public**

- Une facturation sera effectuée conformément à la DM 2024/181 du 09/12/2024 :
- 4 places de 05 mètres : soit 20 mètres linéaires ;
- 20 mètres linéaires x 1€ = 20€ par jour;
- 20€ x 54 jours = 1080€ (mille quatre-vingt euros).

**Article 4 :** L'accès aux propriétés riveraines par leur propriétaire sera intégralement conservé, dans la mesure du possible, en fonction des impératifs de sécurité.

L'intervenant sera entièrement responsable, sauf recours contre qui de droit, de tous les accidents ou dommages qui pourraient se produire du fait de l'exécution des travaux qu'il y ait ou non de sa part négligence, imprévoyance ou toute autre faute.

**Article 5 :** La signalisation de restriction au stationnement et à la circulation et sera conforme aux prescriptions définies par l'arrêté ministériel du 26 mars 1985 et à l'instruction interministérielle temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise Tous Toits qui informera les riverains 96 heures avant le début des travaux.

Le prêt de panneaux de signalisation **sur rendez vous (04/73/35/73/17)** est possible par le Centre Technique Municipal de Royat (rue Jean Grand – 63130 ROYAT) contre présentation dudit arrêté et contre remise d'un chèque de caution de **80€ par panneaux**.

**Article 6 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

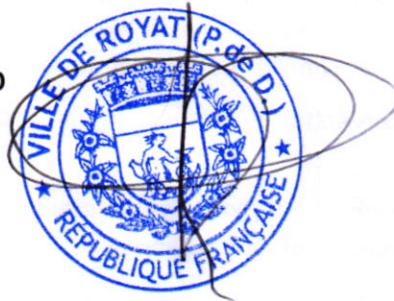
**Article 7 :** Ampliation du présent arrêté à :

- [Entreprise TOUS TOITS](#)
- [Pôle Technique Cam Beaumont](#)
- [Services Techniques de Royat](#)
- [Police Municipale de Royat](#)
- [Service Communication de Royat](#)
- [Service Comptabilité pour facturation](#)

Fait à Royat, le 11/08/2025

Le Maire,

Marcel ALEDO



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.